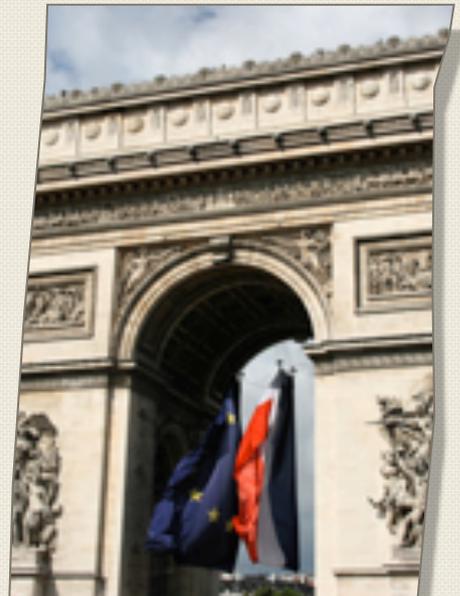


# LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 14 JANVIER 2016

## SOMMAIRE

- 1) De retour avec une idée
- 2) La bonne leçon
- 3) La primaire de...
- 4) La droite impose ses idéaux
- 5) Cumul : l'illusion
- 6) Grosses conneries de...



Gérard Diez La Presse en Revue

## MEILLEURS VOEUX



## I) Des députés demandent un OS souverain made in France



Photo de Mme Batho par Mathieu Delmestre- Flickr – Licence CC BY-NC-ND 2.0.

**La députée PS Delphine Batho, ancienne ministre de la justice et de l'écologie, a déposé aujourd'hui un amendement au projet de loi sur le numérique demandant au Gouvernement la rédaction d'un rapport présentant les différentes approches du revenu de base et sa faisabilité économique. La proposition d'amendement invite également à l'analyse des expérimentations de revenu de base en cours, tant au niveau international que local.**

Le Mouvement Français pour un Revenu de Base (MFRB) salue la démarche de la députée des Deux-Sèvres et réaffirme l'importance de l'étude du revenu de base en France. Il se tient prêt à contribuer à ce rapport pour en détailler les approches, tant économiques que philosophiques.

Dans l'exposé de son amendement, Mme Batho constate à juste titre que « l'idée d'instaurer un revenu de base universel et inconditionnel fait son chemin. » Elle rappelle que « différentes approches du revenu de base co-existent, qu'il s'agisse de rémunérer le travail « gratuit » et créateur de valeur que tout un chacun accomplit au travers des outils numériques, de garantir à tous un revenu minimal d'existence, ou de refonder et simplifier tout ou partie des systèmes de prestations sociales. » Elle appuie sa demande sur « la révolution numérique et [l]es mutations qu'elle entraîne sur le travail. » C'est

effectivement une des raisons majeures de la progression de l'idée du revenu de base dans la population.

L'amendement demande enfin un rapport détaillé sur le revenu de base, comprenant « une étude de faisabilité macro-économique, une étude d'impact comparative des différentes approches de cette proposition ainsi qu'une analyse des expérimentations en cours, internationales et locales, d'un tel revenu de base ». Il faut en effet réfléchir dans le détail une telle réforme de notre système social afin d'en assurer la transformation, dans le sens d'une amélioration à la hauteur des enjeux actuels et des attentes de la population.

Ce dépôt d'amendement intervient dans la foulée de la publication du rapport du Conseil National du Numérique remis cette semaine à Mme la ministre du travail Myriam El Khomri et soutenant le revenu de base. Ce rapport préconise également une étude approfondie de faisabilité dans notre pays. En ces temps de transformations radicales de l'emploi, du travail, de la création de valeur, l'urgence est d'assurer à tous une protection sociale digne de notre siècle. C'est la volonté de notre mouvement, qui puise son inspiration dans les articles 1 et 25 de la déclaration universelle des droits de l'Homme.

Lors d'un colloque au Sénat organisé par le MFRB en mai 2015, Delphine Batho affirmait

déjà que « notre système de protection sociale et de financement de l'État est basé sur l'état du capitalisme en 1945 et pendant les trente glorieuses. On a profondément changé d'époque, on est en train de changer de système. Notamment à travers la nouvelle ère numérique, mais également au travers de la crise écologique, de l'effondrement des ressources naturelles, etc. Il faut donc réfléchir à un nouveau système d'organisation et de financement de la protection sociale et de l'état-providence. »

En accord avec les motivations qui animent la démarche de Mme Batho, le MFRB soutient cet amendement au projet de loi sur le numérique et se tient prêt à contribuer à ce rapport à la hauteur de ses compétences.

[revenudebase.info](http://revenudebase.info)

## II) Quand Mélenchon fait la leçon à Dartignolle et autres Pierre Laurent... Et il a raison à 100%



Non l'enjeu n'est pas de GAGNER en 2017... ca c'est Podemos et les petites manoeuvres des déçus de Tsipras qui remettent ça, l'enjeu est l'existence d'un parti à la hauteur des coups portés et des dangers qui nous menacent... la seule question qui vaille d'être posée dans l'état réel des perils et des rapports de force... et c'est là que la réflexion de Mélenchon reste fondamentalement insuffisante et même erronée, mais elle n'en est pas moins salutaire face à ce déni de démocratie qui veut qu'à la veille 'un

congrès, Laurent, Dartignolle et d'autres méprisent à ce point l'opinion des communistes en leur imposant des manœuvres d'appareil que Mélenchon met à jour non sans talent (note de Danielle Bleitrach)

### LES PRIMAIRES À GAUCHE ?

Je n'avais pas prévu de m'exprimer sur le sujet des primaires à gauche lancées par Cohn-Bendit et « Libération » car je ne veux m'opposer à rien, même si je ne m'y associe pas pour des raisons qui sont très anciennement formulées (mon livre de 2007 « En quête de gauche » et « L'autre gauche » de 2009). Mais comme j'étais présent aux vœux du PCF présentés par Pierre Laurent, il a bien fallu que je réponde aux journalistes présents. Je préfère alors confier à cette page mon appréciation résumée pour qu'une version directe et authentique de mes propos soit accessible à ceux qu'elle peut intéresser.

1) C'est un bon sujet de conversation que ces primaires, moins déprimant que le commentaire de la lettre du MEDEF, le plantage du couple Hollande-Johny place de la République ou les dernières folies des abrutis « djihadistes » qui font la campagne permanente de madame Le Pen par l'image caricaturales qu'ils donnent des musulmans. Merci donc aux rédacteurs de cet appel.

2) Le texte de la pétition est une condamnation cinglante de la politique de François Hollande par des gens qui ont tous été membres de sa majorité gouvernementale. Je me réjouis de voir mes diagnostics repris. Et je m'amuse de les voir promotionnés par un journal comme « Libération » qui prétendait naguère que c'était là des excès d'agressivité quand on les entendait de ma bouche...

3) Compte tenu du contenu de ce texte, demander à Hollande d'y participer c'est lui demander de démissionner. Je salue l'habileté du procédé plus efficace que bien de mes critiques et interpellations, j'en conviens.

4) Après ce bilan positif, il me reste à dire que je ne vois pas comment la chose peut s'organiser. Car participer à une primaire, c'est accepter de se soumettre au résultat du vote. Il faut noter deux choses à partir de là. D'abord sachons que le porte-parole d'EELV, Julien Bayou, a déjà dit que dans l'hypothèse où quelqu'un qui « poserait problème sur l'Europe l'emportait » cela «

poserait problème d'accepter le résultat ». La dépêche rapporte que cette déclaration est une allusion à peine voilée à moi. Je ne lui en veux pas. Julien Bayou est un actif partisan de la candidature de Cécile Duflot et c'est bien son droit. Mais on voit que si avant même que quelques discussions aient commencé on en est déjà à disqualifier sur un mode personnel un protagoniste potentiel, on devine ce que ce sera ensuite : une foire d'empoigne. Quant à moi, je dis que si Hollande ou Valls ou Cohn Bendit ou qui sais-je encore de cette mouvance emportait ce vote, comment pourrais-je le soutenir ensuite après avoir échangé avec eux autant de critiques sur le fond ? Donc je préfère dire que je ne participerai pas à une compétition dont je ne suis pas prêt à me soumettre au résultat. J'estime que c'est une attitude honnête et respectueuse du point de vue des autres.

5) J'ajoute que les primaires comportent bien des défauts que je ne récapitule pas pour l'instant ici. Sinon pour un d'entre eux et non le moindre. L'électeur d'une primaire ne vote pas essentiellement pour les idées de tel ou tel mais surtout d'après l'évaluation qu'il fait des chances de celui-ci de l'emporter. Autrement dit, chacun se range derrière ce que les journaux et les sondages lui disent être l'opinion moyenne et dominante. C'est la fin de la politique comme art de proposer une idée nouvelle ou choquante, la fin de l'espoir de construire une opinion progressiste.

6) Évidemment, comme le dit Pierre Laurent, qui déclare aussi accueillir « très positivement cette initiative », ma porte n'est pas fermée, je suis prêt à parler de tout sans a priori et ainsi de suite. Bref, je suis disponible pour la fraternité

7) Le plus difficile n'est pas de trouver un candidat à la présidentielle. Mais de s'accorder sur les 570 candidats aux législatives dont la désignation devrait encore passer en toute logique par des primaires locales. Sachant que leurs résultats sont la base sur laquelle se calcule la dotation d'État à chaque parti, on devine que la question devient moins simple qu'il y paraît. En effet le résultat de la présidentielle elle ne donne aucun droit à financement ensuite...

8) Quant au programme, je crois juste de rappeler que nous ne partons pas de rien. En 2012, j'ai eu l'honneur de recueillir quatre millions de voix avec un programme, « l'Humain d'abord », dont nous avons vendu 500 000 exemplaires. Je ne cache pas mon agacement à voir tout le travail accompli rayé d'un trait de plume pour faire

comme si le monde commençait, comme si nous n'avions rien fait. Pierre Laurent à raison de dire qu'on peut mieux faire qu'en 2012. Mais encore faut-il faire autant. Et pour cela, il n'est pas inutile de se demander pourquoi nous sommes parvenus en 2012 à faire le premier score à deux chiffres en dehors du PS depuis trente ans.

9) Chaque parti étant pris dans son calendrier de congrès, toute cette mécanique renvoie à la fin juin leur décision et la primaire imaginée au mois de novembre 2016. D'ici-là, on peut imaginer de faire autre chose aussi compte tenu de l'état de délabrement de la conscience collective du pays. C'est ce que je compte faire.

JLM

[histoireetsociete.wordpress.com](http://histoireetsociete.wordpress.com)

### III) Primaire : ça mord à gauche

Par Lilian Alemagna et Jonathan Bouchet-Petersen



Clémentine Autain (FDG), Jean-Luc Mélenchon (FDG), Cécile Duflot (EE-LV) et Pierre Laurent (PCF), le 19 janvier 2015 à Paris. Photo Albert Facelly pour «Libération»

**Les écologistes applaudissent l'appel lancé lundi dans «Libération». Cambadélis est encore sceptique et Mélenchon hostile.**

Placer les idées avant les candidats, c'est à la fois une noble exigence mais aussi un exercice singulier dans la Ve République. En lançant lundi à la une de Libération un appel en faveur d'une

primaire «des gauches et de l'écologie» qui se tiendrait en novembre en vue de 2017, la dizaine d'initiateurs de Notreprimaire - parmi lesquels l'économiste Thomas Piketty, l'eurodéputé écologiste Yannick Jadot et son mentor Daniel Cohn-Bendit, mais aussi les sociologues Michel Wieviorka et Dominique Méda - ont jeté un pavé dans la marre présidentielle. Largement relayée dans les médias, la pétition soutenant leur démarche approchait les 12 000 signatures lundi en fin de journée.

Côté politiques, du patron du PS au numéro 2 d'EE-LV en passant par les frondeurs socialistes ou le leader communiste, chacun s'est positionné. Il y a ceux qui signent, ceux qui «laissent la porte ouverte», et ceux qui se taisent, observant si la sauce prend avant de se déterminer. Les semaines qui viennent seront décisives. Le processus lancé par Notreprimaire visant à placer le débat avant le casting, le fond avant les égos, il n'est pas surprenant que ce soit dans le monde intellectuel, largement représenté chez les signataires, que l'initiative a reçu le plus fort écho. Beaucoup vont multiplier les contributions dans les semaines qui viennent. Lundi, Yannick Jadot a, lui, répété que l'objectif n'était pas d'organiser «la primaire de la gauche de la gauche» et donc que François Hollande pouvait y participer. Revue des réactions à J+1.

### **Au PS, «peu probable» pour Cambadélis, pas pour l'aile gauche**

Dans la famille socialiste, ce sont eux les plus motivés. Depuis plusieurs mois déjà, les responsables de l'aile gauche du parti expliquaient que François Hollande ne pourrait se soustraire à une primaire : d'abord parce que les statuts du PS sont censés l'y obliger, ensuite parce que ce serait la seule manière pour lui de se «relégitimer»... ou de le faire tomber. Ainsi, l'appel a été signé dès le départ par la députée PS du Doubs, Barbara Romagnan, et il a été bien relayé par d'autres de ses camarades dits «frondeurs», comme Laurent Baumel ou encore la sénatrice de Paris Marie-Noëlle Lienemann, qui s'était déclaré «prête à être candidate» dès juin. Autre candidat potentiel, l'ex-ministre Benoît Hamon avait assuré dimanche à Libération qu'il trouvait l'initiative «salutaire sur le plan démocratique» afin de «clarifier» les lignes à gauche. Quant au dernier candidat de cette branche du PS à la tête du parti, Christian Paul, il a dit vouloir «répondre bientôt et collectivement» à cette «demande qui ne vient pas des appareils partisans», a-t-il dit au Point. Ajoutant : «En

2016, tout est ouvert !»

Qu'en dit-on à Solférino ? Lundi matin sur France Info, le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a jugé «positif [...] tout ce qui permet d'unir la gauche et les écologistes». «Mais, franchement, a-t-il poursuivi, je trouve que cette primaire, elle n'est pas impossible, mais elle est peu probable.» Pour Cambadélis, un tel scrutin ne peut se faire que si «c'est la primaire de toute la gauche, on va dire de Macron à Mélenchon - c'est la seule qui fonctionne, celle qui permet de gagner l'élection». Mais, souligne-t-il à raison, «je ne suis pas sûr que tous les acteurs soient d'accord». Plutôt que d'œuvrer à une primaire, «Camba» compte surtout sur cette année sans élections pour «travailler à l'union» de la gauche avant le premier tour, autour de François Hollande, au sein de son «alliance populaire», dans une «stratégie de dépassement du Parti socialiste».

### **Pour EE-LV, «une très bonne initiative»**

Sans eux, c'est sûr, pas de primaire. Et pour l'instant, les dirigeants d'EE-LV accueillent plutôt favorablement l'appel dont plusieurs d'entre eux (Cohn-Bendit, Jadot) sont parties prenantes. «C'est une très bonne initiative, a jugé David Cormand, numéro 2 d'EE-LV et proche de Cécile Duflot, sur Publicsenat.fr. Elle permet de sortir du piège qui semble nous être promis pour 2017, avec un choix de candidatures qui nous serait imposé, le trio promis étant Hollande, Sarkozy, Le Pen, qui ont en commun d'être les trois personnalités politiques les moins aimées des Français, et avec comme challengers potentiels Juppé, Bayrou et Mélenchon.»

Promoteur depuis longtemps d'une «primaire de l'alternative», le porte-parole d'EE-LV, Julien Bayou, a accueilli cet appel comme une «très belle nouvelle». «D'autant plus que, quand il s'agit de quelques activistes, les principaux intéressés peuvent ne pas répondre, mais quand c'est ce type de signataires, c'est plus difficile», a-t-il expliqué à l'AFP. Le maire de Grenoble, Eric Piolle, s'est lui montré favorable à cette potentielle désignation, tweetant à propos de la primaire : «L'envie d'autre chose est là, la suite est à bâtir. Réussir l'alternance c'est porter un projet commun, au-delà du bipartisme.»

## Chez Mélenchon, on n'aime toujours pas la primaire

Au PCF, on se dit prêt à jouer le jeu en posant ses conditions (lire ci-contre), tandis qu'au Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, on compte rester à bonne distance du processus. «Les primaires accentuent les tares de la Ve [République]», a jugé Eric Coquerel, numéro 2 du PG, qui «ne croit pas à un candidat de toute la gauche, sauf si tout d'un coup le PS s'opposait à la politique du gouvernement». Sa camarade Raquel Garrido, évoquant Manuel Valls, fait remarquer qu'«un candidat ayant fait 6 % à une primaire peut gouverner». «N'a-t-on rien appris de 2012 ?» interroge-t-elle. Ils préfèrent se fier aux sondages, jugeant que la candidature Mélenchon peut s'imposer d'elle-même. Dans «l'autre gauche».

Lilian Alemagna , Jonathan Bouchet-Petersen



## IV) Déchéance de nationalité et droit de droite : l'autre défaite idéologique du PS

Par Les invités de Mediapart Blog : Le blog de Les invités de Mediapart

**Selon Matthieu Niango, normalien, agrégé de philosophie et Guillaume Johnson, chercheur au CNRS « l'extension de la déchéance de nationalité aux «binationaux» nés Français (...) est une victoire idéologique de la droite quant à la manière dont il faudrait punir. »**

Un « symbole » plus qu'une « arme contre les terroristes » : voilà comment le Premier Ministre a lui-même défendu l'extension de la déchéance de nationalité aux « binationaux » nés Français.

Oui mais symbole de quoi ? De l'inégalité des Français devant la loi ? D'une nationalité en sursis ? On a raison de dénoncer ce premier symbole

dangereux.

Symbole aussi, on l'a moins dit, d'une victoire idéologique de la droite quant à la manière dont il faudrait punir.

Traditionnellement, deux conceptions s'affrontent en matière de justice, sans qu'aucune, bien sûr, ne se soit jamais présentée à l'état pur dans l'histoire. L'une est tournée vers l'avenir, la prévention, la réinsertion, la protection toujours améliorée de la société. Elle veut avant tout bien identifier les causes du crime pour pouvoir mieux lutter contre lui. L'autre, appelée "rétributive" par les philosophes, entend donner à chacun son dû, estimant que Justice doit être rendue coûte que coûte, au nom de la responsabilité pleine et entière qui a, selon les partisans de cette conception, présidé à la commission de l'acte. Il faut donner à chacun ce qu'il mérite, indépendamment de ce qui se passera plus tard : fiat justitia, pereat mundus ! Que la justice soit, le monde dût-il en périr !

Rien n'empêche, bien sûr, les humanistes de tout bord d'adopter l'une ou l'autre vision, et d'en appeler, par charité (c'est-à-dire pour des raisons qui ne regardent ni la justice ni l'efficacité de la réponse pénale), à l'amélioration des conditions de détention des condamnés. Mais le progrès de la protection de la société, suppose, lui, qu'on interroge avant tout les causes du crime pour le combattre à la racine.

Ainsi, c'était bien une authentique volonté d'efficacité qui était au cœur de la réforme pénale du 15 août 2014 portée par Christiane Taubira. A l'époque, son projet de loi avait été vivement combattu par la droite... et par une partie du PS, avec, en tête, Manuel Valls. Tenant le coup sur la peine de probation et d'autres dispositions de moindre importance qui visaient à combattre la récidive, la Garde des Sceaux avait dû reculer sur la suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs et sur celle de la rétention de sûreté, tous deux maintenus. Manuel Valls avait même réussi le tour de force d'introduire dans la loi l'abaissement du seuil pour les aménagements de peine à un an au lieu de deux auparavant pour les primo-condamnés, mesure consistant à durcir la réponse pénale, indépendamment des conséquences de ce durcissement sur la suite de la vie judiciaire du prévenu –une victoire des partisans d'une conception rétributive de la justice.

Avant cela, le Ministre de l'Intérieur avait réaffirmé sa posture idéologique et critiqué, dans une lettre envoyée directement au Président de la République, le « socle de légitimité fragile » sur lequel reposait, selon lui, l'avant-projet de loi qui avait été préparé au moyen d'une conférence de consensus (c'est-à-dire d'un jury indépendant de spécialistes aux compétences variées ayant eux-mêmes procédé à un grand nombre d'auditions). Manuel Valls remettait par là-même en question la portée, dans le fonctionnement du système pénal, de l'analyse des causes du crime par les sciences sociales. Une inspiration que le Premier Ministre a retrouvée quand il a fustigé récemment, d'abord devant l'Assemblée, puis lors d'une commémoration publique, les « excuses » dont seraient selon lui porteuses ces mêmes sciences sociales.

C'est donc un match retour, le premier s'étant soldé par un match nul, que nous sommes en train de vivre aujourd'hui. Un match entre les partisans d'une justice tournée vers l'avenir, vers l'amélioration continue de la prévention, et ceux d'une justice tournée vers le passé, et punissant pour punir. Un match entre ceux qui veulent une justice efficace et cherchant à démêler les causes du crime, et ceux qui prônent une justice rendue seulement au nom de l'acte commis et refusant catégoriquement de s'interroger sur les traits sociaux et psychiques partagés par les criminels : des hommes (surtout des hommes) ayant, et c'est particulièrement vrai pour les terroristes, le plus souvent grandi et vécu à l'ombre des ségrégations sociales, ethniques, culturelles, que le Premier Ministre dénonçait pourtant à grands cris au lendemain de Charlie Hebdo.

Pourtant, dans la lutte contre le terrorisme, c'est d'abord, et plus que jamais, la volonté d'efficacité qui devrait inspirer les mesures gouvernementales, c'est-à-dire celle de combattre, de prévenir et de protéger. Or tout le monde s'accorde, à commencer par le Premier Ministre, sur l'inutilité de la déchéance de nationalité face à la menace terroriste. Alors pourquoi vouloir exciter à tout prix, dans l'opinion publique, le goût de la sanction pour elle-même ? Les bas instincts de la vengeance et de la suspicion ? La jouissance vaine de la revanche indifférente aux origines du mal ainsi qu'à l'avenir de la paix ?

En déniaut aux terroristes la nationalité française, on s'interdirait d'interroger le modèle républicain. Tout comme on lutterait moins bien demain contre la criminalité, si (dans un Etat de droit de droite) on décidait avant tout de punir pour punir

et de passer systématiquement sous silence les "causes" qui expliquent, sans jamais la "nécessiter", la forme particulière que prend le crime en fonction des situations sociale et psychique du contrevenant. Que deviendraient notre justice, notre pays, si on décidait de taper plus fort sur les criminels, et avec le sourire, sans taper plus fort en même temps sur la criminalité - en l'espèce sur le terrorisme ?

Le plus embêtant dans tout ça, c'est que, cette fois, contrairement à ce qui s'était passé pour la réforme pénale, la droite du PS a entraîné dans sa passion rétributive tout un pan de l'aile gauche du parti.

Certes, en réclamant la "déchéance pour tous" ou même l'indignité nationale, la gauche du PS souhaite rétablir l'égalité entre les "Français de souche" et les autres (voilà où nous en sommes : à manier quotidiennement ces expressions-là). Certes, elle cherche avec habileté à ménager une sortie par le haut à un gouvernement qui s'égare au nom de ses valeurs à lui. Mais en rétablissant l'égalité devant la loi, tout en criant : « Nous sommes tous des Français en sursis, première, deuxième, troisième génération ! » la gauche du parti socialiste ouvre, sans doute sans le savoir, toute grande la porte à la passion rétributive en défendant l'une de ses manifestations les plus incongrues.

Déchéance universelle, indignité nationale... et pourquoi pas un T comme « Terroriste » tatoué dans le dos ? Droit de droite ! Folie d'une justice qui se croit rendue pour elle-même ! Non pas celle qui prévient, non pas celle qui protège, mais celle qui excite les pulsions de qui veut rendre coup pour coup ! Alors allons-y carrément : rétablissons la peine de mort, coupons des mains, crevons des yeux, faisons baver ces criminels qui s'en moquent totalement ! Ces salauds-là n'auront que ce qu'ils méritent ! Et tant pis si ça continue. Vive les symboles !

Très bien, très bien, faites-vous plaisir. Mais au lieu de s'écharper sur la question de savoir s'il faut, ou non, inscrire des méchancetés ou des bêtises dans la Constitution, les Parlementaires seraient mieux avisés de retirer son bandeau à la Justice, afin qu'elle interroge, vraiment, lucidement, le crime et ses causes, pour les combattre réellement. Pas symboliquement.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.  
Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

## V) Cumul des mandats : Darmanin flingue le "Superman" Wauquiez République avec des citoyens mis hors jeu

Louis Hausalter

Gérald Darmanin, qui a démissionné de l'Assemblée nationale après avoir été élu conseiller régional dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, ironise sur la "force physique" du nouveau président de la région Auvergne-Rhône-Alpes qui, lui, a choisi de garder son mandat de député.



Laurent Wauquiez s'assume : oui, il est cumular. Elu président de la grande région Auvergne-Rhône-Alpes, l'ancien ministre **endosse sans complexe ses nouvelles fonctions tout en gardant son mandat de député** Les Républicains (LR) de la Haute-Loire. **"Je pense que c'est important que les parlementaires gardent un ancrage local"**, justifiait-il sur BFMTV deux jours après le second tour des régionales, en décembre. L'un de ses ex-collègues à l'Assemblée nationale, Gérald Darmanin, ne partage pas cette analyse. Lui-même élu conseiller régional sur la liste de Xavier Bertrand dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, celui qui est également maire de Tourcoing (Nord) a choisi de quitter l'Hémicycle. Et il ne s'est pas privé de faire la leçon à son camarade de parti, ce mercredi matin sur France Inter.

"Il pouvait rester conseiller municipal de sa ville, il aurait gardé un ancrage local avec le terrain", a d'abord suggéré Gérald Darmanin. Avant d'ironiser : **"Il me semble que lorsqu'on a des grandes responsabilités, notamment lorsqu'on est président de région, notamment la deuxième région de France, rester parlementaire me paraît relever de Superman.** Mais tant mieux ! Je n'ai pas la même force physique, manifestement, que Laurent

Wauquiez..."

Ce n'est pas vraiment un hasard si Gérald Darmanin cible Laurent Wauquiez, soutien fidèle de Nicolas Sarkozy, qui vient de l'adouber numéro deux du parti à la place de NKM. Depuis quelques jours, le maire de Tourcoing **multiplie en effet les charges contre l'ex-chef de l'Etat**. "Il faut qu'il change d'entourage et de méthode", avertissait-il la semaine dernière dans **La Voix du Nord**. Rebelote ce mercredi matin : "J'ai essayé de lui dire, mais très modestement, sans leçon de morale, qu'il y avait une différence fondamentale entre ce qu'il pensait, ce que son entourage pensait être sa popularité, et ce qui était celle constatée dans le peuple de France". Autre critique de Gérard Darmanin : **"Le droit d'inventaire que je réclamaï en juin 2012 lorsque j'ai été élu mériterait d'être fait par Nicolas Sarkozy et par toute la droite"**. Chez les sarkozystes, on appréciera sûrement la franchise de celui qui a été porte-parole de l'ancien chef de l'Etat, pas plus tard qu'en 2014.



LAPRESSEENREVUE.EU

## VI) "Fiasco économique" : Piketty fustige les "grosses conneries" de Macron

Louis Hausalter

Partisan d'une primaire à gauche, l'économiste pointe les erreurs commises selon lui par François Hollande et celui qui, avant d'être ministre de l'Economie, était son conseiller économique au début du quinquennat.



Capture BFMTV

Signataire de l'appel pour "une grande primaire des gauches et des écologistes", lundi 11 janvier dans Libération, Thomas Piketty en a assuré le service après-vente, ce mardi matin sur RMC et BFMTV. L'occasion pour l'économiste star, qui manque rarement une occasion de distiller ses critiques sur la politique de François Hollande, d'en remettre une couche sur les choix économiques du gouvernement. Et de désigner nommément celui qui est, selon lui, l'un des responsables de l'échec de l'exécutif : Emmanuel Macron.

Alors certes, Emmanuel Macron, 38 ans, est un gage de rajeunissement salubre, concède Thomas Piketty. "La popularité de Macron montre le besoin de renouvellement incroyable. Les gens, dès qu'ils voient une tête jeune, ils se disent : 'Enfin !' Donc c'est très bien, c'est une très bonne chose", admet l'auteur du best-seller *Le Capital* au XXI<sup>e</sup> siècle.

Mais Thomas Piketty n'en est pas moins sévère avec les orientations économiques d'Emmanuel Macron : "Maintenant, le bilan de Macron, écoutez... Il est quand même co-responsable d'un énorme fiasco de la politique économique", lâche-t-il. Et l'économiste de remonter aux débuts du quinquennat, lorsque la zone euro était agitée de graves convulsions. "Si la France retombe en récession en 2012-2013 avec l'ensemble de la zone euro, ce n'est pas pour un problème d'horaires d'ouverture de magasins ou de lignes de bus", ironise-t-il en référence à la fameuse loi Macron. Pour lui, "en 2011, 2012, 2013, on a tenté de réduire les déficits beaucoup trop vite en France et en zone euro, avec des augmentations d'impôts beaucoup trop massives".

Des choix regrettables, selon Thomas Piketty, portés notamment par le couple Sarkozy-Merkel puis Hollande-Merkel. "Sans la France et l'Allemagne, les choix budgétaires de 2012

auraient été différents", affirme-t-il. Or, "Macron dans tout ça, où est-ce qu'il était ? Il était secrétaire général adjoint de l'Elysée, principal conseiller économique de François Hollande. Après, il peut arriver trois ans plus tard en disant : "Quand même, on n'a pas tout fait'..." Une allusion à une grande interview donnée le 6 janvier au Monde par Emmanuel Macron, titrée : "On n'a pas tout fait pour l'emploi", dans laquelle le ministre de l'Economie en appelle à de nouvelles réformes. Conclusion de l'économiste : "Si, on a fait des grosses conneries !"

Thomas Piketty pointe une autre erreur commise d'après lui en 2012 par François Hollande et son conseiller Macron : la suppression des baisses de cotisations patronales mises en place par Nicolas Sarkozy à la fin de son mandat, "qui étaient plutôt une bonne chose", selon lui. "Hollande et Macron ont commencé par les supprimer et six mois plus tard, ils ont inventé cette usine à gaz invraisemblable qui est le CICE, qui consiste à rembourser avec un an de retard une partie des cotisations qui ont été payées un an plus tôt par les entreprises. Donc évidemment, personne n'y comprend rien."

Et l'économiste de conclure en fustigeant les louvoiements du quinquennat du locataire de l'Elysée : "L'an dernier, Hollande a fini par dire : 'Vous avez raison, c'est un peu compliqué, mais d'ici 2017, je vais revenir à des baisses de cotisations patronales qui soient plus lisibles'... On n'est même pas sûr qu'il va le faire. Mais même s'il le faisait, cela voudrait dire qu'on met un quinquennat à réparer la bêtise qu'on a faite au début !" Reste à savoir si l'hypothétique candidat qui sortirait de la tout aussi hypothétique primaire de la gauche ferait mieux.

**Piketty: "Macron est coresponsable d'un énorme fiasco"**

<https://youtu.be/pPWBIGxkd8M>



LAPRESSEENREVUE.EU

## VII) Le gros trolling de Marie-Noëlle Lienemann qui appelle son livre contre François Hollande : "Merci pour ce changement"



Marie-Noëlle Lienemann © AFP



Sylvain Chazot  
sylvain.chazot@europe1.fr

On va être honnête : à quelques exceptions près, les livres politiques déclenchent rarement la folie du public (si vous êtes François Fillon, c'est à ce moment-là que vous pouvez balancer que **vos** **bouquin Faire se vend quand même très bien**). Lorsqu'on est sénateur, un chouïa isolé au sein de sa famille politique, il convient de respecter une règle pour ne pas voir son ouvrage rejoindre **celui de Christine Boutin et tomber dans les oubliettes** de l'édition : attaquer, attaquer, attaquer. Et troller.

Marie-Noëlle Lienemann en donne la parfaite illustration. Comme l'annonce **Le Scan du Figaro** ce mardi 12 janvier, la sénatrice PS de Paris publiera fin mars un livre critique de la politique de François Hollande. Jusque-là, rien de vraiment surprenant. Mais le titre de cet ouvrage laisse rêveur : **Merci pour ce changement**.

Si jamais la subtilité du titre vous échappe, on vous le décompose. "Merci pour" fait référence au **best-seller de Valérie Trierweiler** **Merci pour ce moment** dans lequel l'ex-compagne de François Hollande raconte avec pudeur mais pas trop sa relation avec le chef de l'État. Quant au "changement", il s'agit du mot d'ordre du candidat Hollande en 2012, répétant à l'envi qu'avec lui, **le changement ce serait "maintenant"**.

Comme d'autres, Marie-Noëlle Lienemann considère que le "maintenant" est en retard et que le "changement" promis se fait attendre. D'où cet

ouvrage où elle attaque frontalement le chef de l'État. Citée par Le Scan, elle dit :

*C'est 'moi je', le président décide de tout, tout seul alors que ça ne marche pas depuis juin 2012.*

"Moi je", **une attaque à mettre au crédit de Nicolas Sarkozy** que l'élue PS fait donc sienne.

Pas sûr, malgré ces efforts, que le livre soit un succès. Au moins Marie-Noëlle Lienemann aura-t-elle mis toutes les chances de son côté.

[lelab.europe1.fr](http://lelab.europe1.fr)

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**